

Les crédits

respecter. Nous ne pouvons tolérer que notre pays se soustraye à cette responsabilité fondamentale.

M. David Walker (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, j'aimerais continuer dans le même ordre d'idées que l'intervenant précédent, mon collègue de Winnipeg-Sud-Centre, qui nous a fait comprendre à quel point il est frustrant d'aborder avec le gouvernement des questions touchant l'environnement.

Comme n'importe quel gouvernement corrompu, il sait quoi répondre, comment publier des livres verts, comment défendre sa position, et comment acheter des entreprises de relations publiques. Mais il ne sait pas comment s'attaquer aux problèmes environnementaux. En mettant les choses au pire, nous avons devant nous l'exemple parfait d'un gouvernement qui se moque de l'environnement.

Je suis certain que mon collègue de Winnipeg est aussi frustré que moi à l'idée d'avoir un ministre qui est disposé à nous parler, mais que lorsque nous demandons l'autorisation de poser quelques questions supplémentaires importantes, son collègue de la Saskatchewan répond: «Plus de questions. Nous ne voulons pas nous lancer dans un débat.» Je crois que la Chambre a non seulement le droit de discuter de cette question, mais également celui d'entendre le point de vue des ministres de la Couronne. Je suis certain que mes collègues sont du même avis.

Il est intéressant non seulement de noter que l'on défend le comportement scandaleux de Grant Devine, mais aussi de voir qui a été nommé au Sénat la dernière fois. Il s'agit du sénateur Eric Berntson. Quelle a été la grande contribution de Eric à la vie politique canadienne?

M. Edwards: Allons. Soyons juste.

M. Walker: Eh bien, s'il fait une deuxième contribution pendant la durée de votre mandat, vous pourrez nous en faire part mais sa première contribution a été de défendre le projet de construction du barrage. Cela montre jusqu'où le gouvernement de la Saskatchewan est disposé à aller pour promouvoir un projet et protéger ses collègues.

Il n'y a pas que cette question qui soit en jeu. En plein milieu du débat sur les événements d'Oka, et il arrive parfois que la Chambre se concentre sur une seule question à la fois, le gouvernement a fait porter tout le poids de son argumentation sur la règle du droit. Or, la règle du droit comporte également une deuxième facette. D'une part, elle doit s'appliquer en toutes circonstances. D'autre part, la règle du droit sert à protéger les citoyens contre le gouvernement et non pas l'inverse.

Or, quels sont les tenants et les aboutissants du dossier à l'étude? Un représentant gouvernemental, un premier ministre d'une province nous déclare: «Peu importe ce que vous me dites, je vais aller de l'avant avec ce projet.» Et on parle de la règle du droit. Mais comment le gouvernement applique-t-il cette règle en l'occurrence? Le gouvernement reste muet sur l'une des plus graves violations jamais perpétrées contre l'environnement, contre les ententes fédérales-provinciales et contre la loi du pays. Le gouvernement ne prend pas position; il se retire dans son coin et laisse faire. C'est à se demander si des élections n'auront pas lieu en Saskatchewan d'ici un an, ou est-ce que je me trompe? Je suis sûr que bon nombre de mes collègues de l'Ouest partagent mon sentiment de frustration dans leurs rapports avec le gouvernement fédéral.

Le seul élément positif pour nous dans cette triste histoire est que la protection de l'environnement dans l'Ouest est finalement devenue une question nationale. Après avoir vu les différents gouvernements conservateurs de l'Ouest éviter cette question, après avoir vu le gouvernement fédéral, depuis 1984, soutenir ces gouvernements conservateurs qui font fi de l'environnement, voilà qu'une région de la grosseur d'un timbre postal devient enfin le symbole national de la façon dont nous traitons l'environnement.

En regardant le déroulement de cette pièce de théâtre, on finit par comprendre pourquoi chaque petit patelin est important. Ce ne sont plus uniquement les grandes villes qui sont en cause. Ce ne sont pas uniquement des grands projets d'Hydro-Québec dont nous entendons parler. Nous entendons parler de ces petits projets qui font la différence dans notre pays. Nous devons nous servir de chacun de ces exemples pour dire aux gens que ce petit patelin est aussi important qu'un grand territoire. Car c'est tout l'environnement qu'il faut protéger, tout le pays qui est en cause dans ce dossier. Le gouvernement oublie que ces petites batailles, ou qui paraissent telles au début, sont importantes. Elles ne devraient pas être des batailles du tout, mais nous montrer la voie à suivre.

Ce sont les habitants de la région concernée qui font les frais de toutes ces querelles à la Chambre. Avec l'appui du gouvernement fédéral, qui n'a pas semblé se préoccuper beaucoup de toute cette question, le gouvernement provincial en cause, faisant fi aussi de l'environnement, a créé de nombreuses attentes dans la population. Ces gouvernements se sont entendus et ont dit à la population d'Estevan et des environs qu'ils profiteraient de la construction du barrage.